

Le PASK a-t-il les moyens de son ambition ?

Dans la perspective de réduire l'incidence de la sévérité de la pauvreté dans certaines zones reculées du pays, et dans le cadre de la mise à profit des ressources de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés, (PPTE) dont avait bénéficié la Mauritanie ces dernières années, un ambitieux projet de lutte contre la pauvreté a été orienté vers les grandes poches de pauvreté du pays, particulièrement la zone sud de l'Af tout, le Karakoro. Ce projet, communément appelé PASK, devrait contribuer à la réalisation des objectifs retenus par le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, notamment en matière de réduction de l'incidence de la sévérité de la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie, des indicateurs de développement humain et de participation des populations.

Après deux ans de mise en œuvre, le PASK est-il parvenu à réduire les souffrances des habitants de sa zone d'intervention ? Satisfait-il les besoins des populations ? Quels sont ses atouts et ses faiblesses ?

Ce projet cible essentiellement des populations rurales vivant dans des zones difficile d'accès, ayant une démographie forte et diversifiée, une économie fragile, une éducation et une santé déficitaires, bref

des conditions de vie assez précaires. Pour améliorer le quotidien de ces populations, estimées à près de 180 000 personnes, réparties sur une superficie de 25 600 Km², le projet ambitionne de faire naître une dynamique économique et sociale plus appropriée, qui permettrait aux pauvres de regarder l'avenir avec plus de sérénité et d'espoir. Ces différents paramètres ont été donc pris en considération par le PASK qui préconise une approche participative, et dont la stratégie d'intervention essaie de concilier entre la nécessité de jeter les bases d'un développement durable et celle de répondre aux attentes urgentes des populations rurales.

Le projet adopte une démarche nouvelle basée sur le diagnostic participatif. A l'issue du diagnostic participatif qui est fait par des ONG nationales présentes dans les trois moughataa concernées par le programme M'Bout (Gorgol), Ould Yengé (Guidimakha) et Kankossa (Assaba). Ces ONG, partenaires du projet, élaborent et décident des programmes de développement communaux (PDC). Ces PDC regroupent l'ensemble des besoins exprimés par chaque commune. En général, le projet finance 30% du besoin global exprimé par chaque commune.

Après deux années de mise en



œuvre, l'état d'avancement des programmes est plutôt rassurant, si l'on sait que le projet a déjà réalisé 17 plans communaux de développement sur les 21 communes et 13 plans d'action prioritaire. Ces plans d'action prioritaire, une fois déterminés, font l'objet de concertation entre le projet et la commune et sont exécutés sur une période triennale. Au cours de chaque année, les plans d'action prioritaire peuvent être réactualisés, en fonction des demandes et des urgences des populations. Mais c'est surtout l'accès aux infrastructures de base qui constitue le gros lot des réalisations de ce projet. De Kankossa à M'Bout, en passant par les communes de Tektaka, Leoueinatt, Bouly, Hamod ou N'djadjbéni, des

salles de classe, des postes de santé, des hôtels de ville, ont été réalisés grâce aux financements acquis par les communes bénéficiaires. Des forages, des réserves pastorales, des appuis en matériel horticole et de produits phytosanitaires, en plus d'une multitude d'activités génératrices de revenus ont été orientés vers ces zones là et sont gérés par les populations. L'approche participative, qui implique les bénéficiaires dans les différentes phases des programmes de développement local, rend de plus en plus responsables les collectivités locales. Les infrastructures sociales portant sur l'éducation, la santé, les programmes de formation et d'échange au profit des élus locaux et des acteurs de la société civile, pour

importants qu'ils aient été, ne sauraient combler les insuffisances dans cette partie du pays connue pour la précarité de ses ressources et une forte prévalence de l'analphabétisme.

En Af tout, au Karakoro, comme bien dans d'autres zones du pays, la pauvreté est surtout une pauvreté de compétences qu'on n'arriverait jamais à endiguer par des actions ponctuelles ni par la construction d'un centre de santé ou d'une école. Sur ce plan, le projet gagnerait à revoir la répartition de ses financements pour accorder davantage d'intérêt au renforcement des capacités d'organisation et de gestion des populations locales. Le budget alloué à cette rubrique ne représente, à ce jour, que 12% des financements, consacrés, le plus souvent, à la réalisation d'études, d'ateliers et de séminaires.

Le projet doit également redoubler d'efforts en matière d'habitat social et d'infrastructures de protection qui restent une très forte demande des populations.

Il est certes encore tôt pour faire le bilan de ce projet qui sera exécuté sur sept ans, mais les faiblesses doivent être connues pour être évitées à l'avenir, et pourquoi pas transformées en atouts.

Cheikh ZEIN LESSEM

PARTENARIAT:

En application de son approche du faire faire, le PASK est un partenariat avec de nombreuses institutions notamment:

- La radio rurale de Mauritanie pour l'organisation d'émissions radio-phoniques sur les programmes du projet.
- Les délégations régionales du MDRE pour l'encadrement/animation des programmes maraichers.
- La Direction de l'Alphabétisation et de l'Enseignement des Adultes pour la supervision et le suivi des campagnes d'Alphabétisation.
- La Direction Générale des Collectivités Locales pour l'appui technique des communes.
- L'UNICEF pour la diffusion des blocs de lettres au sein des écoles et édifices publics.
- Le Centre de Formation des Producteurs Ruraux (CFPR) pour la formation des coopératives.
- Le PADDEM et le PACA dans le cadre de la formation des élus locaux.
- de nombreuses ONG nationales et internationales (GRDR) pour des prestations diverses.

Difficultés rencontrées et enseignements tirés:

- Aléas climatiques et état des voies de communication rendant l'accès à la zone du projet difficile sinon impossible sur six mois de l'année environ.
- Faibles capacités d'exécution des partenaires à l'échelle régionale (ONG, tâcherons etc.)
- Insuffisance des moyens de locomotion (deux véhicules pour l'Unité de Gestion et de Coordination) et pour une zone d'une superficie de 25.600 Km².
- Difficultés dans les procédures de passation des marchés pour l'acquisition des biens et services liés à l'exécution du projet.

Enseignements tirés

- Amélioration progressive de la capacité d'absorption financière des communes;
- Amélioration des aspects de contractualisation entre projet et communes
- Tenir compte dans l'instruction financière des PDC de la capacité participative et d'exécution des populations.

Entretien avec le coordinateur national du PASK

Réalisation de 17 plans communaux de développement

Le coordinateur national du PASK, M. Mohamed Ould Cheikh, donne un aperçu sur le bilan de son projet, implanté dans les zones les plus pauvres de la Mauritanie: Kankossa (Assaba), Ould Yengé (Guidimakha) et M'Bout (Gorgol). Malgré les efforts entrepris depuis le démarrage du PASK, la misère reste encore tenace dans ces poches de pauvreté. Peut-être l'approche participative, adoptée par la coordination du projet, aiderait à sortir de la misère.

Horizons: Quel est le bilan des deux premières années de mise en œuvre du PASK ?

M. Mohamed Ould Cheikh: Je voudrais d'abord rappeler que le projet de réduction de la pauvreté que nous conduisons constitue une nouveauté par rapport aux programmes classiques du Commissariat aux Droits de l'Homme, à la Lutte contre la Pauvreté et à l'Insertion. C'est une nouvelle génération de projets tenant compte des besoins réels des populations qui ne sont plus des observateurs, mais des acteurs impliqués dans toutes les phases des différents programmes. Depuis qu'il a démarré, en avril 2003, le PASK a déjà réalisé 17 plans communaux de développement sur les 21 communes et 13 plans d'action prioritaire. Ses réalisations physiques sont visibles, et son bilan est assez encourageant. Qu'il s'agisse du renforcement des capacités d'organisation et de gestion, du désenclavement et des infras-

tructures de base, d'amélioration et de diversification des revenus agricoles, des activités génératrices de revenus financiers de proximité ou de suivi/évaluation, le projet poursuit convenablement l'exécution de ses programmations, à la satisfaction générale des populations bénéficiaires.

Horizons: On vous reproche une certaine lenteur dans la réalisation des infrastructures. Comment expliquez-vous cela ?

M. Mohamed Ould Cheikh: Vous savez, quand on fait une approche de diagnostic participatif, cela prend du temps. C'est un aspect extrêmement important parce qu'il permet aux populations d'abord de s'organiser, d'être conscientes des actions programmées pour leur bénéfice et de participer, elles-mêmes, à ce que nous faisons. Cela est à l'inverse des mises en œuvre des anciens projets. C'est une phase qui prend du temps mais qui est extrêmement importante. Donc, les populations voient des réalisations plutôt d'ordre physique. Mais la composante " Renforcement des capacités d'organisation et de gestion ", c'est un peu le soft, et c'est une partie non moins importante que les réalisations physiques qui sont visibles.

Son objectif est de permettre aux populations, d'abord, d'être conscientes et de pouvoir s'organiser pour l'après-projet, et ensuite de



s'approprier les réalisations du projet. Il ne sert à rien de faire une école qui n'est pas fonctionnelle ou un puits qui serait abandonné, donc c'est la responsabilisation des populations qui est la phase la plus importante de ce que nous faisons dans le domaine de réalisations physiques telles que les infrastructures de base, le désenclavement, l'hydraulique villageoise, l'appui à l'agriculture, etc.

Horizons: Les populations sont-elles conscientes de l'importance de ces actions ?

M. Mohamed Ould Cheikh: Je voudrais rassurer ces populations que les années à venir verront beaucoup de réalisations physiques sur le terrain, particulièrement au cours de l'année prochaine, considérée comme charnière. Mais ce que je demande aux populations c'est d'accompagner le projet et de penser que c'est un projet qui est limité dans le temps et qu'une fois terminé, ces populations doivent être à mesure de pouvoir s'auto prendre en charge.

Propos recueillis par Cheikh ZEIN LESSEM